

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse  
**Band:** 86 (1941)  
**Heft:** 6

**Artikel:** Réflexions sur la campagne de France  
**Autor:** Bauer, E.  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-342048>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 10.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# Réflexions sur la campagne de France <sup>(1)</sup>

## DOCTRINES ET MATÉRIELS (SUITE)

Dans une précédente chronique, nous nous sommes efforcé d'étudier, dans la mesure limitée de nos moyens d'information, la doctrine qui inspira le haut-commandement français, dans la préparation de cette présente guerre. Nous avons cherché d'en montrer les contradictions et les insuffisances intellectuelles que l'événement allait sanctionner avec une rigueur sans merci. Somme toute, à moins que l'ennemi n'adoptât une attitude d'expectative, pour ne pas dire de passivité, à laquelle on n'avait pas le droit de s'attendre, car il n'en avait jamais donné l'exemple dans le passé, le manque de prévision et de préparation était tel que, sauf le cas d'un travail acharné et méthodique à tous les échelons de la défense nationale, tout aurait dû donner à penser que le première prise de contact un peu sérieuse n'irait pas sans entraîner de cruels mécomptes.

L'ennemi ayant, comme entrée de jeu, porté tout le poids de ses armes sur le front oriental, plus de huit mois s'écoulèrent encore entre le 2 septembre 1939 et l'échéance du 10 mai 1940. Ce délai inespéré donnait à l'armée du général Gamelin une dernière chance pour se préparer à la guerre moderne, mais cette chance ultime ne fut pas saisie. Et pourtant, si les Allemands, dans l'appui qu'ils donnèrent en Espagne à la cause du général Franco, évitèrent, pour des raisons bien

<sup>1</sup> Voir les numéros de mars et mai 1941.

évidentes d'abattre toutes leurs cartes, ainsi que le marquait l'ingénieur général Rougeron dans l'excellent volume qu'il consacra, au début de 1939, aux enseignements de la guerre civile, ils n'usèrent pas de la même discrétion à l'occasion de la campagne de Pologne.

Tous les nouveaux procédés de combat : bombardement en piqué, collaboration intime des blindés et de la *Luftwaffe*, liaison parfaite des chars et des pionniers, stratégie de rupture, d'enveloppement et d'exploitation à outrance, furent, en effet, mis en action au cours de cette série continue d'opérations qui, en moins de trois semaines, aboutit à la destruction des armées du maréchal Smigly-Rydz. Cette leçon, qui ne laissait rien à désirer du point de vue de la clarté, comme de celui de l'éloquence, ne fut utilisée que par les vainqueurs qui, notamment, renforcèrent le blindage de leurs chars. Elle fut à peu près perdue pour la France ; il en sortit, toutefois, une note du G. Q. G., fort bien faite, paraît-il, mais qui vint trop tard. Certaines unités la reçurent au lendemain du 10 mai, d'autres, encore moins favorisées, au moment du repli général des armées françaises, après la rupture de la ligne Weygand<sup>1</sup>.

Ainsi, la défaite de la Pologne fut portée, non pas au crédit de la *Wehrmacht* et du haut-commandement allemand, mais au débit de la nation alliée du maréchal Smigly-Rydz. C'est de la même façon qu'entre 1936 et 1938, on n'avait tiré aucune conclusion pratique des expériences des guerres d'Ethiopie et d'Espagne, qui avaient montré d'emblée tout l'immense intérêt de l'aviation d'assaut, c'est-à-dire du bombardement dans le cadre tactique du champ de bataille, rompant de propos délibéré avec le harcèlement des usines ou des nœuds de communication, lequel s'était montré, somme toute, d'une efficacité décevante entre 1914 et 1918. A cet effet, les Allemands créèrent le Junkers 87 (*Stuka*), auquel rien ne

<sup>1</sup> MAURICE BETZ : *Dialogue des prisonniers*. — Edition Emile Paul, Paris 1940, in-8°, p. 54.

correspondait, au mois de mai 1940, ni en France, ni en Angleterre.

Ce qui était arrivé aux hordes du Négus, aux bandes du *Frente popular*, à l'armée mal engagée et médiocrement commandée du maréchal Smigly-Rydz, ne pouvait advenir, pensait-on, aux fils des vainqueurs de 1918, aux collaborateurs de Foch, de Joffre et de Pétain. Outre qu'il était assez affecté par ce qu'il y avait de désobligeant dans ce jugement porté à la charge d'un allié vaincu, après avoir opposé à l'ennemi commun une résistance acharnée, nous croyons savoir que, dès le début de l'année 1940, le général Sikorski, commandant de l'armée polonaise qui se reformait en France, éprouvait les plus graves inquiétudes en présence de ce refus obstiné de considérer la situation dans sa réalité, et de prévoir la tempête qui s'annonçait sur les bords du Rhin et de la Moselle.

Mais encore — et ceci est plus grave — le jugement dépréciatif que l'on portait sur le haut-commandement polonais, n'empêcha nullement le général Gamelin de répéter les fautes que la presse française, avec quelque apparence de raison, reprochait au maréchal Smigly-Rydz. On avait vivement critiqué le malheureux généralissime pour avoir disposé son armée en un long cordon, parallèle à la frontière, sans consistance et sans profondeur : le dispositif français, à la veille du 10 mai 1940, présentait, à peu de chose près, les mêmes défauts. L'armée de Posnanie, aventurée dans un saillant et qui, attaquée sur ses flancs, coupée de sa ligne de retraite en direction de Varsovie, se trouva contrainte de capituler avant d'avoir gagné la forte ligne de la Vistule, n'est-ce pas la préfiguration du sort qui allait être celui du Groupe d'armées du Nord, jeté sur le front Namur-Bréda et finalement repoussé sur Dunkerque ? La division d'infanterie polonaise ne comptait, aux dires des chroniqueurs bien informés des bords de la Seine, que 30 canons antichars de 4 cm. La moyenne des armes antitanks ne dépassait pas 36 pièces par division dans l'ensemble de l'armée française, et les antiques 3,7 cm. qui

formaient une grosse proportion de cet armement insuffisant, étaient loin de valoir l'excellent matériel Bofors en usage en Pologne. On avait cité, comme un héroïque exemple à ne pas imiter, le sort tragique de ces régiments de chevau-légers qui avaient chargé des colonnes cuirassées allemandes, mais les cavaliers de la 1<sup>re</sup> Brigade de Spahis allaient donner, dans les clairières de la forêt des Ardennes, le même spectacle de sublime et d'inutile sacrifice. Comme on voit, à ces quelques exemples que l'on pourrait multiplier, on constate que l'Etat-major du général Gamelin vit les fautes, les enregistra, mais n'en tira pas de conséquences pratiques.

On disait plaisamment dans les popotes d'officiers français : à chaque problème tactique, il y a deux solutions, la bonne et la solution de l'Ecole de Guerre. Nous ne croyons pas, quant à nous, que cette boutade exprime toute la réalité du drame, ni que l'on doive dénoncer comme responsable de la défaite le haut enseignement militaire qui se donnait dans les salles du beau palais construit par Gabriel.

Les défaites de 1870 nous avaient fourni l'exemple d'une armée incapable de marcher sans à-coups, de se garder au stationnement, de s'éclairer en mouvement, de se déployer et de s'engager à bon escient ; le « désordre absolu <sup>1</sup> » qui caractérisa la retraite de l'armée Bazaine sur la rive gauche de la Moselle, le 14 août, le prouve éloquemment, ainsi que la surprise de la division Abel Douay, à Wissembourg, le 6 du même mois, et celle du Corps d'armée Faily, le 30 suivant, à Beaumont : embouteillage et désastres imputables à l'inexistence d'un travail d'état-major digne de ce nom. Pour expliquer la tragédie de 1940, il faut monter quelques échelons plus haut dans l'ordre des responsabilités.

Somme toute, à ce qui ressort des documents, il apparaît que l'armée du général Gamelin, plus heureuse en cela que celle de Napoléon III, accomplit ponctuellement et avec le

<sup>1</sup> Cap. LE GUILLOU : *La campagne d'été de 1870*. — Paris, Lavauzelle, 1938, p. 209.

minimum de frictions résultant de son fait, les mouvements prescrits par le commandement. Jusqu'à la rupture de la ligne Weygand, le 11 juin, elle fut convenablement ravitaillée et munitionnée, en dépit de l'écrasante suprématie aérienne de l'ennemi. On a répété à l'envi que le 2<sup>e</sup> Bureau du G. Q. G. avait mal fait son métier. Nous aurons l'occasion de montrer que cette imputation manque d'exactitude. L'on peut dire, d'ores et déjà, que dès la journée du 11 mai 1940, les objectifs et la portée de la manœuvre allemande en direction de la Meuse moyenne apparurent avec une suffisante approximation aux organes de l'Etat-major français chargés de la recherche et de la synthèse des renseignements. C'est l'organisation désuète de l'armée et ce sont, peut-être encore plus, les erreurs de son déploiement initial qui empêchèrent le généralissime de concentrer dans le secteur que l'on savait menacé depuis l'avant-veille, les moyens suffisants avec la célérité nécessaire.

En dépit des légendes qui circulent dans le public insuffisamment informé, rendons donc ici une pleine et entière justice aux brevetés français : ils savaient leur métier, et leur capacité technique d'officiers d'Etat-major s'égalait à leur bravoure de soldat. En dépit des circonstances tragiques et du total imprévu de la bataille, ils exprimèrent correctement dans leurs ordres et dans un parfait esprit de discipline intellectuelle les idées de manœuvre du commandement. Mais ils n'avaient pas été dressés dans de justes conceptions de la guerre moderne, et ce qu'ils mirent si consciencieusement et si courageusement « en musique » ne correspondait que de très loin aux nécessités du combat.

Si l'on nous permet une comparaison historique, nous dirons que tandis que l'armée française du Second Empire ne comptait ni Berthier, ni Napoléon à son effectif, celle de la Troisième République possédait bien quelques excellents Berthier, dans ses Etats-majors, mais que la volonté hésitante du général Gamelin, voyant le meilleur et tolérant



le pire, ne rappelait que de très loin l'intelligence dynamique et la clairvoyante énergie du Grand Corse. Or, une grande armée moderne ne peut se passer ni d'un Napoléon ni d'un Berthier. L'on a soutenu avec d'assez bonnes raisons que les nombreuses malfaçons des 16, 17 et 18 juin 1815, qui gâchèrent la magnifique ouverture de la campagne des Cent Jours et provoquèrent l'irréremédiable désastre de Waterloo, devaient être imputées à la mort du prince de Neufchâtel, ce parfait Major-général des Cent Jours ; mais Napoléon ne confia jamais de grand commandement à Berthier : il le connaissait à fond depuis la campagne d'Italie, il savait que l'incomparable metteur en scène de ses grandes tragédies militaires ne tirait que peu de chose de son propre fond, qu'il lui manquait la résolution du cœur, l'étincelle de l'esprit et un certain désintéressement de l'esprit.

Comme Berthier, les brevetés de 1940 connaissaient sur le bout du doigt la syntaxe et l'orthographe du métier militaire, et la plupart d'entre eux possédaient encore une élévation morale qui ne l'a jamais particulièrement caractérisé. Toutefois, ce que Napoléon appelait la « partie sublime » de l'art de la guerre échappait à leur compétence ; elle n'était pas du ressort des chefs d'Etat-major ou des chefs de bureau d'une division, d'un corps d'armée ou d'une armée. Et quant à ceux du G. Q. G., leur plume était serve, et tout dépendait finalement de l'impulsion donnée par le chef suprême...

Une fois de plus, l'expérience foudroyante de cette campagne de 45 jours allait montrer que la syntaxe n'est rien sans le style et encore moins sans l'inspiration ; qu'aucun travail d'Etat-major, fût-il prolongé jusqu'à l'heure où les lueurs blanchissantes de l'aube font pâlir la lumière des lampes électriques, ne saurait remplacer une doctrine de guerre digne de ce nom que l'armée française ne possédait pas en 1940 et qui se fonde sur l'intuition de l'esprit, née de la méditation, et sur l'application des données techniques. Le plus savamment, le plus consciencieusement du monde, comme il

est apparu, on peut aiguiller des colonnes d'allures et de compositions diverses sur le chemin de la défaite.

Pour gagner la guerre, — et il ne s'agit que de cela, et non pas de gagner du temps, ni d'escompter les fautes de l'adversaire — il faut, premièrement et essentiellement, éviter de partir de conceptions faussées par un certain optimisme d'allure militaire, qui usurpe les apparences de la saine et joyeuse résolution du chef, mais qui ne trahit rien d'autre que la faiblesse pour ainsi dire morale, d'une intelligence qui redoute d'aller jusqu'au bout de ses inductions et de ses déductions, parce qu'elle sait trop bien ce qu'elle y trouvera. Il s'agit de poser des prémices justes, quelles qu'en soient la rigueur et le désagrément, et c'est là-dessus qu'on établira ses graphiques de marche.

Ainsi firent les Allemands en 1940, qui ne perdirent jamais de vue la fin dernière de la guerre qui est la bataille d'anéantissement. Ainsi avait fait avant eux, Joffre, fin août 1914, et Foch, le 27 mars 1918. On ne trouvera rien de pareil au G. Q. G. de Vincennes où l'on négligeait cette pure et simple lapalissade que pour être vainqueur en 1943, il s'agissait de pouvoir tenir victorieusement jusque-là et de ne pas subir de défaite majeure avant que les monstrueux obusiers de l'A. L. V. F. pussent cracher leurs obus d'une tonne sur les casemates de la ligne Siegfried.

\* \* \*

Ceci nous amène maintenant à examiner la question de l'armement des troupes françaises. Il s'agit, en effet, de savoir si la qualité, la quantité et les caractéristiques des divers matériels permettaient au général Gamelin d'attendre sans trop d'inquiétude cette échéance de deux ou trois années qu'il semble s'être assignée pour prendre l'offensive. Il s'agit de savoir aussi si, dès le moment où fut acquise la défaite de la Pologne, les fabrications de guerre furent aiguillées dans la bonne direction. L'événement ayant répondu négativement



à ces deux questions, il reste, toutefois, à se demander si, du côté français, on était en droit de s'attendre à une autre issue.

En qualité, les armes dont était dotée l'armée française, au moment d'entrer en campagne, pouvaient passer pour bonnes, à quelques notables exceptions près, lesquelles ne demeurèrent pas sans conséquence, comme nous le montrerons tout à l'heure. Leurs caractéristiques correspondaient à peu près au combat, tel que se le représentait le commandement, et devaient naturellement se ressentir des données fausses et molles sur lesquelles il avait échafaudé sa doctrine de guerre. En quantité, la mobilisation du 2 septembre 1939 allait faire apparaître un peu partout d'importants déficits qui étaient encore loin d'être comblés quand sonna la troisième et dernière alerte du 10 mai 1940. Dans le cadre déjà étrié des intuitions stratégiques et tactiques du G. Q. G. on constate de nouvelles et d'impardonnables insuffisances qui engagent de façon grave les responsabilités de celui que M. Edouard Daladier avait créé par décret chef d'Etat-major de la Défense nationale ; car s'il est vrai que le chef n'est pas plus qu'un autre homme à l'abri de l'erreur, il n'appartient pas à sa dignité d'accepter de revêtir un commandement, sans imposer, dans les limites de ses compétences, la réalisation de ses conceptions et le respect de son autorité.

Ces déficits sont la conséquence de l'agitation sociale entretenue d'un bout à l'autre de l'industrie, par les agents de Moscou, avec la tolérance, si ce n'est la coopération des gouvernements de front populaire. Mais il faut noter que les funestes effets de cette crise sociale et politique furent encore aggravés dans une proportion notable, par la mauvaise administration des stocks existants. Les usines d'armement, les arsenaux, les magasins de l'intendance laissèrent s'accumuler, à des centaines de kilomètres derrière le front et pour le plus grand profit du vainqueur des quantités considérables de matériels de toutes sortes. On se donnait l'apparence de constituer des réserves, on ne faisait rien d'autre que de priver

les combattants des armes, des munitions, des blindages, des fils de fer barbelés, des fers à béton et des habillements qui leur eussent été le plus nécessaire sous le feu de l'ennemi. Les combattants de Narvik manquaient d'équipements de haute montagne ; à leur retour, selon le récit d'un caporal de la Légion étrangère, ils trouvèrent, précieusement conservés à l'arsenal de Bordeaux, de véritables amoncellements de chandails et d'autres lainages. Dans celui de Bordeaux, selon un autre récit, les Allemands mirent la main sur plusieurs douzaines de chars Somua tout neufs ; un officier d'artillerie du 44<sup>e</sup> C. A. a raconté à l'auteur la parcimonie avec laquelle le service du génie de la 8<sup>e</sup> Armée défendait son fil de fer barbelé contre les demandes de la troupe ; lors de la dernière retraite de l'armée, Laure, notre infortuné camarade passa, à Giromagny, devant des pyramides de rouleaux de ronces artificielles. Emettons à notre usage cette maxime fondée sur l'expérience : toute réserve inconsiderée d'un matériel quelconque n'est rien d'autre qu'un cadeau préparé par le vaincu au profit du vainqueur, et répartissons tout ce que nous pouvons en avant.

Comme bien on pense, nous n'avons aucunement l'intention, dans ces quelques pages, d'examiner les caractéristiques de chacun des matériels en usage dans l'armée française. Outre qu'il y faudrait une compétence universelle à laquelle nous ne prétendons pas, une pareille étude serait aussi fastidieuse pour l'auteur que pour le lecteur. Nous n'irons même pas du pistolet de 7,65 mm. jusqu'à l'obusier de 620 mm. sur voie ferrée. Nous nous contenterons de faire à ce propos un certain nombre de remarques.

Au moment de la déclaration de la guerre on introduisait dans l'armée française un nouveau fusil court de 7,5 mm. de calibre, dont la précision était remarquable à en juger par quelques tirs effectués chez nous. En moins luxueux, il semble qu'il valait absolument notre mousqueton modèle 31, avec quelques innovations originales : mire à œillette, baïonnette

couissant dans le fût<sup>1</sup>. Mais cette arme ne fut distribuée qu'à un petit nombre de combattants seulement ; la grande majorité des fantassins français dut faire le coup de feu avec le fusil Lebel modèle 16, auquel les épreuves de la dernière guerre, et vingt ans d'entretien médiocre avaient ôté toute valeur.

Ceci ne vaut que pour l'infanterie ; les cavaliers étaient armés du Lebel modèle 15 de 8 mm., avec son chargeur de trois cartouches, auquel il eût été vain de demander une précision quelconque aux distances normales du combat moderne, vu la faible longueur de son canon. Les armes spéciales : génie divisionnaire, troupes de transmission et de subsistance, compagnies de parc d'artillerie ou d'observation, bataillons et régiments de pionniers des corps d'armée étaient plus mal lotis encore ; là régnait sans conteste, non pas même l'insuffisant Lebel modifié modèle 1916, mais bien le modèle original, tel qu'il avait été introduit dans l'armée en 1886, sous le ministère du général Boulanger, avec ses huit cartouches s'introduisant une à une dans le fût. Et encore ces unités, considérées par principe comme non-combattantes, ne comptaient, à part les bataillons de pionniers, qu'une faible proportion d'hommes armés de ce fusil, environ 20 %, les autres devant se contenter d'un antique revolver. Mais ce n'est pas encore tout, car dans les régiments régionaux, affectés à la garde des communications, de même que chez les sapeurs de chemins de fer, on descendait, comme en 1914, jusqu'au fusil Gras de 1874, successeur immédiat du Chassepot. Quelques-unes de ces armes, approvisionnées à trois cartouches ont été effectivement déposées au poste-frontière de la Ronde, près des Verrières, par des hommes du 15<sup>e</sup> génie de Toul le 17 juin 1940.

<sup>1</sup> Au printemps 1939, l'armée française venait d'adopter un nouveau modèle de fusil automatique de 7,5 mm. MAS.

Arme à culasse calée et à chargement automatique par emprunt de gaz et tirant à la cadence de 30 coups-minute.

Pas plus qu'en 1914, l'armée française de 1939 ne croyait à l'efficacité du tir au fusil, bien différente et bien inférieure sous ce rapport à sa devancière du Second Empire, où, en trois semaines de combats menés à la diable, les Chassepot des fantassins de Mac-Mahon, de Canrobert, de Lebœuf ou de Ladmirault mettaient à terre 58 000 Allemands, pour une perte totale de 49 000 tués ou blessés<sup>1</sup>. L'expérience de la grande guerre, croyait-on rue Saint-Dominique, avait prouvé la quasi inutilité du fusil, mais si on avait étudié d'un peu plus près les études si fouillées du colonel Grasset, sur Ethe, Virton, Neufchâteau et Rossignol, on se fût peut être persuadé du contraire. Nul doute, en réalité, que le nombre énorme d'officiers français mis hors de combat, dès les premières heures de ces sanglantes journées, ne doive être expliqué par le tir calme et ajusté de fusiliers, choisissant leur homme, beaucoup plus que par les salves des mitrailleuses qui neutralisent encore plus souvent qu'elles ne tuent. On n'eût pas dû oublier que le régiment de Moltke-junior, comme celui de Joffre, ne comptait pas plus de six mitrailleuses. On aurait pu faire les mêmes constatations, si l'on s'était donné la peine d'étudier la bataille d'Ypres où les soldats de métier de la première armée britannique firent de cruelles trouées dans les cadres allemands, et les opérations du Rif où tant d'officiers français et espagnols tombèrent sous les balles des « pacos », ces redoutables tirailleurs d'Abd-el-Krim qui, à la manière féodale, se procuraient leurs cartouches à leurs frais, et ne la brûlaient qu'à bon escient.

M. Raymond Recouly n'a donc pas tort d'affirmer que le fantassin français tirait mal<sup>2</sup>, l'instruction qu'il avait reçue au régiment, lors du temps de paix, n'ayant jamais mis l'accent sur ce point, en dépit des beaux articles consacrés à cette question par le général Clément-Grandcourt, dans les pages

<sup>1</sup> CHARLES DE GAULLE : *Vers l'armée de métier*, p. 54.

<sup>2</sup> RECOULY : *Les causes de notre effondrement*. — Paris, Editions de France, 1941, in-8°, p. 39.

militaires de l'« Action française ». Du 2 septembre 1939 au 10 mai 1940, on aurait pu, au moins dans une certaine mesure, combler cette indiscutable lacune de l'avant-guerre, par un entraînement intensif et minutieux. Mais la foi manquait, aussi bien, dans l'infanterie et la cavalerie, les séances de tir ne furent pas très nombreuses<sup>1</sup>, durant ces huit mois de répit, et quant aux autres armes, rares furent les troupes qui trouvèrent le temps ou cherchèrent l'occasion d'effectuer un seul tir au fusil, avant l'ouverture de la grande bataille.

La médiocrité générale de l'armement individuel et l'incapacité au tir du fantassin kaki passèrent donc inaperçues ou furent traitées légèrement, jusqu'au moment où ces défauts apparurent dans toute leur gravité, c'est-à-dire quand on fut contraint, en raison du développement imprévu des opérations de faire flèche de tout bois, et particulièrement d'opposer aux infiltrations des blindés ennemis, de malheureux pionniers armés du Lebel 1886 et qui n'avaient pas tiré une seule cartouche, pour la plupart, depuis la mobilisation. Il était loisible aux instructions du G. Q. G. de recommander au fusilier-voltigeur de garder son sang-froid, de tirer aux meurtrières des chars ; malgré toute sa bonne volonté, l'homme dans le rang était bien incapable de frapper au bon endroit ces cibles cuirassées et mouvantes. Et à 200 mètres des Français, les Rommel, les Kleist, les Guderian, les Brincke et tant d'autres grands chefs de la *Wehrmacht* pouvaient presque impunément, électriser leurs troupes par leur présence dans le premier échelon des vagues d'assaut. Que fût-il arrivé si, du 10 au 13 mai 1940, chaque journée de combat avait coûté un ou deux généraux à l'armée allemande, tombés victimes de leur magnifique témérité<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Un escadron de motocyclistes consacrait un jour par semaine soit au tir, soit au service en campagne ; JEAN DE BARONCELLI : *Vingt-six hommes — récit de guerre*. — Grasset, Paris, 1941, in-8°, p. 80.

<sup>2</sup> Par contre, les chasseurs alpins qui avaient conservé les traditions de tir, déjà en honneur entre 1914 et 1918, firent payer cher à leurs ennemis leur succès, toutes les fois qu'ils se trouvèrent opposés à eux ; voir JUGENFELD : ... *Sur le combat de Liancourt*, le 6 juin 1940.



Dès l'époque des combats de la Warndt de l'automne 1939, les fantassins français se sont plaints de ne pas être armés d'une mitrailleuse, à la ressemblance de leurs adversaires. Là encore on se trouve en présence d'une lacune qu'on aurait pu et dû combler en temps utile, moyennant un peu d'activité et d'imagination, si l'on s'était mis au travail avant la déclaration de guerre ; l'on eût pu disposer à cet effet, des armes saisies par la police, dans les arsenaux de la « Cagoule », lors des perquisitions de 1938, de celles accumulées dans les dépôts clandestins du parti communiste, si on avait voulu les y chercher, et parmi les épaves de l'armée du *Frente popular*, passée en France en février 1939, on aurait pu trouver des lots entiers de semblables matériels tout flambants neufs. Quoi qu'il en soit, une fois de plus on constate que l'armée française fut gagnée de vitesse, car on commençait la distribution des pistolets-mitrailleurs à la troupe au mois de mai 1940. On s'était arrêté aux modèles Schmeisser et Erna-Wolmer de 9 mm., d'origine allemande, et au Thomson, de 11,2 mm., de provenance américaine. La fabrication d'une arme française de même nature, Mas 1935, se trouvait en cours de démarrage. On ne nous ôtera pas de l'idée qu'on aurait pu gagner trois ou quatre mois.

Mais aussi, on se faisait en France cette idée fausse que la mitrailleuse est l'arme idéale du maladroit. Que l'on étudie d'un peu près les récits des gangsters, et l'on verra que les « tueurs » ne sont pas de quelconques scélérats, mais des bandits parfois sélectionnés par les chefs de « gang » en Sicile et en Irlande, et soumis à un sévère entraînement. Il en va de même pour les fameux « G. Men » de la police fédérale d'Outre-Atlantique, dont les actualités cinématographiques nous ont montré bien souvent la prodigieuse adresse au simple pistolet automatique. Quant aux parachutistes et aux motocyclistes allemands, ils semblent qu'ils aient pratiqué deux espèces de tir avec leurs pistolets-mitrailleurs ; d'une part des tirs de neutralisation, répétés de 100 m. en 100 m., destinés



à peupler le champ de bataille et à donner à l'ennemi l'impression de nombreuses armes automatiques ; d'autre part et plus souvent qu'on ne croit le tir à tuer, mettant au service d'un bon entraînement la cadence rapide de la mitrailleuse.

Quant aux armes automatiques proprement dites, nous nous permettrons les réflexions suivantes : Le F. M. modèle Châtellerauld 1924 valait certainement le nôtre, tandis que la mitrailleuse Hotchkiss, mise en service durant la précédente guerre n'était pas inférieure à notre Maxim. Mais ces engins sérieux n'appartenaient qu'aux seules armes de l'infanterie et de la cavalerie. Canonniers, sapeurs, pionniers, etc., devaient se contenter de la mitrailleuse Saint-Etienne modèle 1907 et du F. M. modèle 1915. Or nul n'ignore que ces armes étaient des plus fragiles et sujettes, pour des causes diverses, à de nombreux enrayages. Le F. M. de la précédente guerre, fabriqué à la hâte, présentait, en particulier de graves défauts : le magasin placé sous le canon exposait au feu ennemi non seulement la tête, mais encore la poitrine du tireur, et la cartouche semi-conique de 8 mm. qu'il tirait nécessitait l'emploi d'un magasin dont la courbure gênait le travail du ressort. L'entraînement du personnel aux armes automatiques dut souffrir, d'autre part, de la médiocre aptitude au tir de la moyenne des fantassins français, et l'on se montra inutilement sévère quant à l'attribution des munitions d'exercice. Parmi les troupes réputées non-combattantes nous citerons le cas de ce capitaine, commandant une compagnie de pionniers, qui nous a confessé, sur le pont de Goumois, n'avoir, en huit mois de guerre, pu faire tirer aux deux F. M. 15 de son unité que 8 cartouches coup par coup. Pour le tir contre-avions, il ne semble pas que les grilles correctrices aient été distribuées à toutes les troupes ; grave détail si l'on songe à ce que les formations de l'arrière ont eu à souffrir de la part des *Stukas*.

Un autre élément fâcheux fut certainement la disparité des munitions de petit calibre ; le fusil Lebel, le F. M. 15 et

la mitrailleuse Hotchkiss tiraient la cartouche de 8 mm., au lieu que le F. M. Châtellerault 24 et le nouveau fusil court modèle 36 avaient un calibre de 7,5 mm. Dans la guerre de position, on n'y trouva aucun inconvénient, mais dans le trouble qui caractérise nécessairement toute retraite précipitée, il est résulté de l'existence de ces deux cartouches des nombreuses méprises dans les envois qui ont eu de fâcheuses conséquences matérielles et morales : les hommes criant à la 5<sup>e</sup> colonne, les F. M. et les mitrailleuses se trouvant réduits au silence au moment le plus critique du combat. De nombreux dépôts de munitions, enfin, durent être abandonnés sans avoir servi à personne, à l'occasion des innombrables décrochements qui caractérisèrent cette malheureuse campagne.

Bornons-nous là sur ce sujet. Peut-être quelques acteurs et témoins français du grand drame de 1940 auront-ils quelque peine à admettre encore aujourd'hui que le médiocre armement de petit calibre des combattants kaki de la Meuse, des Flandres et de la Somme ait joué, dans leur défaite, le rôle que nous lui attribuons. Assurément, en ce débat, nous ne sommes qu'un modeste témoin auriculaire, et nous ne nous faisons aucune illusion sur les lacunes et sur les incertitudes de notre documentation, cependant nous nous permettrons de leur opposer le *fas ab hoste doceri* de la sagesse romaine. Les Allemands n'ont pas pensé, en effet, que l'énorme supériorité de leurs armements aériens et blindés les dispensât de soigner les modestes fusils et F. M. de leur infanterie.

Nous ne désobligerons personne en écrivant que sous le rapport du courage, fantassins français et allemands ont rivalisé dans le sublime. Ce dernier était, il est vrai, mieux instruit, d'une qualité plus égale, et, pour tout dire, le commandement de la *Wehrmacht* a mieux su ménager et utiliser ses forces et sa peine ; il lui appartenait, toutefois de conquérir le *no man's land* et de coucher chaque soir sur la position arrachée à l'ennemi. Ce qui le porta en avant, ce fut non seulement la conscience qu'il avait de l'irrésistible supériorité

de ses avions et de ses chars, mais aussi le fier et juste sentiment où il était d'avoir sous la main de bonnes armes personnelles et d'être absolument rompu à leur usage. Son adversaire n'avait pas les mêmes raisons de confiance en lui ; il voyait souvent le *feldgrau* sur lequel il venait de tirer une cartouche de son Lebel, généralement dérégulé, bondir sur lui jusqu'à portée de grenade.

Selon les statistiques publiées de part et d'autre, environ 100 000 Français sont tombés pour quelque 21 000 Allemands, sur lesquels un nombre inconnu revient aux Anglais, aux Belges et aux Hollandais. Beaucoup contestent le chiffre publié par le Reich, nous ne savons pas s'ils ont raison de le faire, car les rapports du général Wavell, à la suite de l'offensive britannique de Libye, nous donnent des indications exactement comparables : 15 000 Italiens tués et 130 000 prisonniers, pour 1300 morts anglais et hindous. On en tirera cette conclusion que les armes modernes, soit le char et l'avion, ne tuent pas massivement. Ils effritent une troupe, ils la disloquent, ils neutralisent les liaisons nerveuses de l'être collectif qu'est une division ou un régiment, et de l'être individuel qu'est le combattant. Les artilleries adverses s'étant montrées sensiblement égales, la différence de proportion que nous signalons ici exprime la supériorité de l'armement et de l'instruction du fantassin allemand sur son adversaire.

On nous objectera encore que ce n'est pas parce qu'ils ont tué 5 Français pour le prix d'un des leurs que les Allemands ont gagné la guerre, car sur la centaine de divisions mises en ligne par le général Gamelin, les pertes françaises en tués ne représentent pas tout à fait l'effectif de six d'entre elles. Soit. Mais songeons à ces infiltrations pénétrantes des détachements motorisés allemands, précédant la masse des blindés, à l'effet de s'emparer d'un débouché ou d'une tête de pont. A un moment donné, ces quelques centaines de fusiliers portés, accompagnés de quelques automitrailleuses et canons antichars, se voyaient environnés par des forces

adverses très supérieures en nombre, et vigoureusement contre-attaqués. Or ces détachements, jetés en enfants perdus dans la profondeur ennemie, ont toujours tenu le temps nécessaire à leurs gros pour les rejoindre et les dégager.

D'autre part, le misérable armement des formations de l'arrière de l'armée française a dû influencer de façon notable l'issue funeste des opérations, car à la suite des ruptures du 13 mai et du 9 juin 1940, ce sont elles parfois qui, les premières de leur division ou de leur corps d'armée, ont eu à subir le choc de l'ennemi, dans des conditions affreuses. Que voulait-on, en effet que fissent ces malheureux canonniers de la batterie d'observation ou du Parc d'artillerie du 45<sup>e</sup> Corps d'armée, qui passèrent le Doubs à Biaufond le 17 juin 1940, avec un Lebel 86 pour 5 hommes et deux F. M. modèle 15, quand les motocyclistes, aux innombrables mitraillettes, et les automitrailleuses du Corps blindé Guderian les attaquèrent sur le plateau de Maîche ? Qu'ils mourussent ? C'est vite dit, mais nous ne croyons pas que l'on trouve dans l'histoire un seul exemple de troupes qui se soient laissées froidement égorger, dès le moment où elles constataient que leurs moyens de défense se trouvaient épuisés ou déjoués.

Quoi qu'il en soit, on soulignera à titre d'exemple qu'à la veille de livrer sur nos confins le suprême combat, le général Daille, commandant du 45<sup>e</sup> Corps d'armée, avait perdu, d'ores et déjà, faute d'un armement digne de ce nom, ses munitions et ses organes d'observation d'artillerie. Un tel incident n'a pas dû demeurer unique au cours de la campagne et il est inutile d'en indiquer les conséquences. Mais quel illogisme que de confier à des armes aussi rares et aussi désuètes, la protection de matériels et de moyens aussi précieux !

(A suivre.)

Cap. ED. BAUER.